

Le soir du mercredi 23 septembre, nous apprenons l'incarcération en détention provisoire de notre compagnon et ami B. au centre pénitentiaire de Nancy-Maxéville en Lorraine. Après avoir été perquisitionné à son domicile tout comme son frère et un autre compagnon, B. a été conduit en garde à vue au commissariat de Besançon dans le cadre d'une enquête portant sur l'incendie de plusieurs antennes relais dans le Doubs (27 mars) et dans le Jura (10 avril).

Nous échangeons et entretenons des liens serrés avec sa famille, afin de les soutenir dans cette étape difficile qu'est l'incarcération d'un proche, mais également dans le but d'apporter un soutien des plus complets à notre ami et compagnon. Ce soutien est inconditionnel et nous approuvons les actes dont il est accusé, qui visent à détruire un monde qui nous détruit, qui visent à combattre des technologies mortifères, autant d'un point de vu sanitaire et social qu'environnemental, et qui visent également à affirmer la volonté de vivre dès maintenant et partout, en dehors de l'emprise et du contrôle de l'Etat et de ses alliés capitalistes.

Nous assemblons nos voix à la sienne, aujourd'hui muselée par l'institution carcérale, afin de dénoncer les dérives autoritaires et humiliantes qui s'imposent chaque jour davantage dans nos sociétés. Nous profitons de ce qu'il nous reste de liberté pour crier notre dégoût vis à vis de ces cachots qui enferment aujourd'hui notre compagnon et ami aux cotés de dizaines de milliers d'autres personnes détenues. Nos critiques des lieux d'enfermement ne peuvent en effet que s'amplifier quand nous connaissons les conditions d'incarcération actuelles aggravées par les mesures COVID : isolement, interdiction de parloirs, privation d'activités, visioconférences...

Pour le soutenir, vous trouverez des caisses dans plusieurs villes que nous vous communiquerons dès que possible. Une caisse est d'ores et déjà en place à la librairie l'Autodidacte, à Besançon, place Marulaz. L'argent servira aux frais de justice ainsi qu'aux frais de déplacements de sa famille entre Besançon et Nancy. Le mandat en prison ainsi que sa cantine seront pris en charge par la caisse de solidarité Kalimero. Pour l'instant nous ne disposons pas des éléments de l'enquête, mais au vu des accusations qui le concernent, B. risque plusieurs années de prison.

Notre communiqué porte aujourd'hui sur l'incarcération de notre compagnon et ami, mais nous n'oublions évidemment pas toutes les autres personnes détenues ou poursuivies dans le cadre de cette lutte acharnée contre l'implantation des nouvelles technologies de la pseudo information et de la communication, qui ne servent que l'intérêt des dominant·e·s. Soutien à elleux.

Mercredi 30 septembre,

Des Potos et potesses bisontin.es à B. !